

YEGG

GRATUIT

LE FÉMININ RENNAIS

NOUVELLE GÉNÉRATION

**CULTURE**

*Et si on  
arrêtait de  
se juger ?*

*focus sur*

| **LGBTIQ+**

**LE DROIT  
D'EXISTER !**

**DÉCRYPTAGE**  
L'INSERTION PRO,  
SUR LA TABLE

**Claire Malary**  
L'ART DE LA SUBTILITÉ



# Celle qui

## transforme la matière en émotions

On pourrait penser, en parcourant son CV, qu'à 30 ans, elle a déjà vécu plusieurs vies. C'est peut-être le cas mais toutes sont liées. Après un bac arts appliqués effectué à Rennes, Claire Malary souhaite intégrer l'école des arts décoratifs à Paris mais échoue à l'épreuve d'entrée. « *Je voulais absolument la meilleure école. Je voyais le dessin comme quelque chose d'assez compétitif où il fallait être toujours meilleure, aller plus loin. C'est un défaut qui vient de mon éducation... J'ai fait l'Ecole Professionnelle Supérieure d'Arts graphiques et d'Architecture mais je n'étais pas très satisfaite de ma formation. Je ne manipulais pas de textures, je n'utilisais pas mes mains.* », souligne-t-elle. Elle se lance dans des missions de graphisme et participe à des concours d'illustrations, à Londres et à Paris : « *C'est dur pour l'égo quand on n'arrive pas première...* » Elle cherche sa voie. En rigolant, son conseiller Pôle Emploi lui parle de la restauration. Elle qui a besoin de tactile... Elle fonce. « *Je suis très introvertie. C'était une manière de me donner un coup de pied au cul car dans ce milieu misogyne, il faut se battre.* », avoue Claire qui se dépasse et prend un nouveau départ, plutôt positif puisqu'elle découvre son goût pour le travail de la viande et du poisson, « *c'est hyper sensitif.* » De la cuisine de bistrot aux tables étoilées, qu'elle intègre sans expérience, simplement parée de culot et de son book artistique, elle expérimente et se confronte à la matière. Mais pas que... : « *Je suis restée 3 mois chez Alain Passard. Ça m'a dévastée car pour moi c'était de l'art ce qu'il faisait. Tout le monde est très minutieux là-bas mais ça manque vraiment d'humanité. Je suis repartie dans le traditionnel.* » À la Guinguette d'Angèle, la magie opère. Une cuisine végétale, voire vegan, une révélation pour Claire Malary qui met le doigt dans l'engrenage vertueux de l'herboristerie et de la naturopathie, et s'enivre de la force de la nature. Nouveau virage pour la jeune femme qui prend son sac à dos et part sillonner le Japon pendant 3 mois. « *J'ai travaillé, fait du wwoofing avec des familles en auto-suffisance, j'ai rencontré plein de gens merveilleux ! Ce voyage initiatique m'a grandi car j'étais seule face à moi-même.* », s'enthousiasme Claire. Son attirance envers les produits de la terre se ren-

force, elle se forme à la botanique, au maraichage, à la permaculture et cuisine ce qu'elle récolte. Elle aurait pu tracer sa route ainsi mais ce serait oublier que ce qu'elle aime par dessus tout, c'est tracer des traits sur du papier pour donner du sens et de la matière à ses idées. Son carnet toujours à portée de main n'a cependant dévoilé que des feuilles blanches durant plusieurs années. « *Un jour, dans le train, je me suis remise à dessiner. J'ai dessiné une idée que j'avais. Au début, c'était dégueulasse, je l'ai faite et refaite et refaite. Ça me manquait.* », livre-t-elle, comme si ce jour-là était advenue la libération de tout un processus psychologique d'enfouissement d'un élément pourtant vital. C'est ainsi que va naître *Hallali*, une BD sans textes mais pas sans propos qui lui a valu de recevoir le Prix Artémisia (qui récompense une BD réalisée par une ou plusieurs femmes). L'œuvre, publiée aux éditions rennaises L'œuf en janvier 2019, est bouleversante de par le parallèle entre la chasse aux animaux et la traque d'une femme, toutes les deux mises en relief par la confrontation du noir et blanc et de la couleur, sans oublier des techniques de dessin qui vont finir par fusionner dans un bouillon d'émotions vives et abstraites qui nous transpercent et nous transportent. « *Ce que j'aime c'est la nature, les corps, les animaux. J'ai tout de suite eu l'idée de la fusion. Pour moi, pour qu'il y ait fusion, ça veut dire qu'il y a dichotomie, deux entités qui se séparent et s'opposent. J'aime créer des paradoxes, des univers doux et étayés qui racontent des choses angoissantes.* », commente Claire Malary qui souhaite questionner les *a priori* du lecteur sans donner d'interprétation exacte. Aujourd'hui, l'illustratrice part vers de nouveaux projets, l'un en collaboration avec une scénariste et l'autre basé sur la question philosophique du couple et de la monogamie : « *Ça prétexte le dessin érotique. J'en ai marre des héroïnes en latex aux gros seins et aux minis tailles. Elles ne peuvent pas tenir debout ! Je veux donner plus de chair à mes personnages.* » Elle nous fait rire mais surtout elle nous fait bouillir d'impatience, en attendant la publication de ses deux prochains ouvrages qui on le sait ne manqueront pas de faire parler d'elle. De son talent, de sa sensibilité, de sa capacité à rendre la matière éphémère, réaliste, belle et inquiétante.

I.M.C.

# LES MARDIS DE L'ÉGALITÉ

Un cycle d'événements mensuels à l'Université Rennes 2, pour penser et agir sur l'égalité hommes/femmes

Conférence inaugurale

Mardi 1<sup>er</sup> octobre à 17h30 / Le Tambour, entrée libre

## Le cinéma féministe des années 70

Hélène Fleckinger, Maîtresse de conférences à l'Université Paris 8.

En partenariat avec HF Bretagne.



YEGG

ÉDITO | TENIR LA MARÉE |

PAR MARINE COMBE, RÉDACTRICE EN CHEF

Les vacances approchent, elles sont là. Juste là. On ferme les yeux, on s'imagine les pieds dans l'eau, vergetures et bourrelets enfin libérés, le regard plongé dans l'immensité du paysage qui se dresse devant nous, perplexes face à la ligne d'horizon. Qu'y a-t-il au-delà ? On a toujours tendance à l'envisager comme le point final d'un plan bien droit. On pense que l'atteindre, c'est prendre le risque de tomber dans le vide l'instant d'après. On redoute l'inconnu et pourtant, attiré-e-s comme des papillons vers la lumière, on avance vers cet horizon qui à chaque mouvement s'étend toujours plus loin. Inaccessible, insaisissable, incertain. Décourageant ! À quoi bon ramer si les choses ne changent jamais ? Si l'avenir est tout tracé et que l'échec en est la finalité ? Par moment, on serait tenté-e-s de se laisser voguer dans les méandres de la fatalité. Quelque part, ce serait plus simple. Mais ce ne serait pas nous, ce ne serait pas YEGG. Prendre le chemin de la militance, c'est boire la tasse et avoir l'impression constante qu'on va chavirer et couler. Mais c'est aussi apprendre à gérer les tempêtes, tenir la barre quoi qu'il en soit, quoi qu'il arrive. À contre-courant, affrontant des vents contraires, on maintient le cap coûte que coûte et s'il faut tirer des bords, alors on tire des bords. Parce qu'on ne se pose plus la question de ce qu'il y a au-delà mais de qui il y a jusque là-bas... Sur l'océan, on se sent petit-e-s, on se sent seul-e-s. On l'est, mais au fil des marées, des plongées, des explorations et des maelstroms, on se nourrit et se rend fort-e-s des rencontres et des découvertes, qui agissent comme d'indispensables bouées de secours. Rien n'est droit, rien n'est linéaire. Cet été, on lâche nos stylos, cahiers, appareils photos et ordinateurs. Mais on va continuer de mettre du relief dans nos yeux et dans nos cœurs. Cet été, on va fixer la ligne d'horizon jusqu'à ce qu'elle ne soit plus plate et unique. À l'image de nos expert-e-s, elle est plurielle, colorée, incurvée, enroulée, déliée. Bref, elle est libre et singulière. Comme vous, comme nous. Bon vent et rendez-vous à la rentrée !



## CLAP DE FIN POUR PAYE TA SHNEK, BRAVO À ANAÏS BOURDET

C'est un hommage qu'on a envie de rendre à Anaïs Bourdet. Après avoir fondé et porté pendant 7 ans la charge de Paye Ta Shnek, sa créatrice a annoncé le 23 juin 2019 que le formulaire permettant d'ajouter des témoignages au Tumblr serait désormais désactivé. Épuisée et terrorisée, dit-elle, elle explique, dans un message publié sur son compte Facebook : « Ça n'a, aujourd'hui, plus autant de sens : après balance ton port, metoo, et toutes les prises de parole, il faut passer à l'étape suivante. Témoigner ne suffit plus : rien n'a changé, les hommes sont toujours aussi violents. Oui, les hommes. J'ai bien dit les hommes. Toujours trop nombreux à nous traumatiser, toujours pas assez nombreux à nous aider pour que ça pèse dans la balance. » Son texte est extrêmement émouvant et puissant. Parce que la violence envers les femmes est trop grande. Parce que la violence envers les femmes est omniprésente. Elle tire sa révérence, selon ses dires. Mais Anaïs Bourdet laisse en ligne tous les récits reçus et retranscrits pendant ces 7 années d'écoute, de partage et de bienveillance. « Histoire qu'on n'ait pas fait ça pour rien. », précise-t-elle. Si Paye Ta Shnek n'a pas réduit les violences patriarcales, elle a permis de libérer la parole et faire comprendre à de très nombreuses personnes qu'elles n'étaient pas responsables des insultes et agressions subies dans l'espace public (et privé aussi d'ailleurs). On salue son initiative, sa persévérance, son courage et sa force, on la soutient et on lui souhaite une bonne continuation, pleine de sororité.

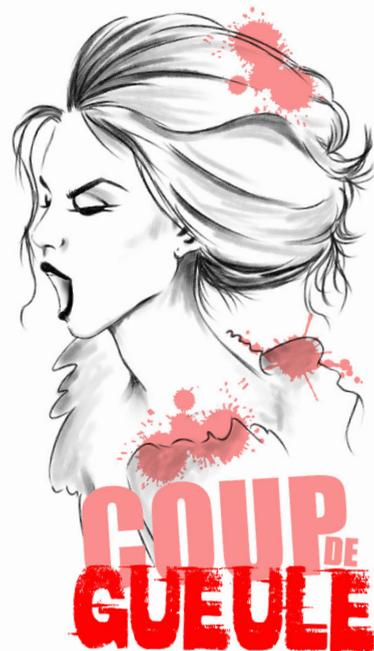
■ MARINE COMBE

# RAS-LA-CULOTTE

## VIOLENCES CONTINUES ET IMPUNIES

La société marche sur la tête. Nouvelle preuve en est avec ce que *Le parisien* catégorise de « faits divers » : le refus des forces de l'ordre de prendre la plainte d'une femme agressée par un homme, rencontré sur Tinder. Elle refuse ses avances, il la frappe à plusieurs reprises. Elle appelle la police, elle se retrouve en garde à vue. Pour alcoolémie, pour hystérie, pour outrage et rébellion. Ras-le-cul ! Quand va-t-on cesser de remettre en cause la parole des femmes ? Et de transformer la victime en coupable ? Qu'elle ait bu ou non, se faire claquer une porte plusieurs fois sur le corps avant d'être saisie à la gorge parce qu'elle a dit non à une personne chez qui elle est allée de son plein gré après avoir discuté avec sur un site de rencontre est intolérable et doit être puni par la loi. Pourtant, son cas n'est pas un cas isolé. Nombreuses sont les femmes à subir un traitement humiliant similaire. Si elle a pu depuis porter plainte contre son agresseur (et également auprès de l'IGPN pour violences policières), c'est parce qu'elle a rendu son histoire publique sur les réseaux sociaux. Il faut indigner l'opinion publique pour que les forces de l'ordre acceptent de faire leur travail. Il faut faire des appels à témoins pour qu'une femme ose aller porter plainte après avoir été droguée et après avoir subi un viol lors de la dernière édition du Hellfest, fin juin 2019. Il faut tous les jours sur Facebook inscrire le nombre de femmes tuées par leur conjoint ou ex-conjoint depuis janvier pour susciter un léger sursaut... On en est là et ça ne choque personne.

■ MARINE COMBE



YEGG

SOMMAIRE | JUILLET-AOÛT 2019

- La tête dans le manuel - p.2
- Pour les droits humains ! - p.12
- En finir avec les violences... - p.6
- Les filles comme elles - p.30
- Le goût des autres - p.8
- La culture en bref - p.32
- La politique en bref - p.9
- Combats ordinaires - p.33
- Logement pour tou-te-s - p.10
- Verdict - p.35
- YEGG & the city - p.36

LA RÉDACTION | NUMÉRO 82

YEGG | 7 RUE DE L'HÔTEL DIEU 35000 RENNES

MARINE COMBE | RÉDACTRICE EN CHEF, DIRECTRICE DE PUBLICATION | [marine.combe@yeggmag.fr](mailto:marine.combe@yeggmag.fr)  
CÉLIAN RAMIS | PHOTOGRAPHE, DIRECTEUR ARTISTIQUE | [celian.ramis@yeggmag.fr](mailto:celian.ramis@yeggmag.fr)

CLARA HÉBERT | GRAPHISTE - ILLUSTRATRICE

PHOTO DE UNE | CÉLIAN RAMIS

# CHEFFES D'UN JOUR... ET DE DEMAIN ?



© CÉLIAN RAMIS

C'est à l'initiative d'Anouck Melleur Soller, Clémentine Ruello et Hélène Hingant que du 26 au 30 juin, Rennes a accueilli, à l'instar de Cape Town, New York, Copenhague, Bruxelles ou encore Bologne, Genève et Madrid, le Refugee Food Festival.

« Je suis passionnée de cuisine, j'ai déjà fait deux stages en restauration à Rennes et j'ai envie d'apprendre le métier. » Hadil Jilibati a 29 ans, vient de Syrie et est installée dans la capitale bretonne depuis 2 ans. Le midi du 26 juin, dans la cuisine du Café Albertine, elle prépare, en binôme avec la cuisinière Anouck Melleur Soller, des spécialités syriennes dont le kebbeh, le yalanji, le taboulé, le houmous ou encore le moutabal, sans oublier l'atayef pour le dessert, le soir même. Il y a deux mois, elle a découvert l'existence du festival par l'intermédiaire de son assistante sociale alors en lien avec Clémentine Ruello, également travailleuse sociale. « Ça m'intéressait parce que je cuisine, j'aime mélanger les goûts et puis ça permet d'être en contact avec la langue française. », explique Hadil Jilibati qui espère pouvoir prochainement se professionnaliser. C'est d'ailleurs un objectif du Refugee Food Festival, fondé par l'association Food Sweet Food qui développe des actions permettant d'accompagner l'insertion professionnelle des personnes réfugiées, à travers la cuisine. « Avec Hélène, on a contacté le festival parce qu'il y a ici une belle scène solidaire et culinaire. L'idée c'est que les

restaurants ouvrent leurs cuisines à des personnes passionnées, avec des compétences professionnelles ou du potentiel et de cuisiner à quatre mains entre les personnes invitées et les personnes qui accueillent. », souligne Anouck. Elle voit cet événement comme une porte d'entrée sur l'emploi et le réseau mais aussi une manière de faire changer le regard porté sur les personnes réfugiées, sans oublier de découvrir les cuisines du monde. À Rennes, ce sont les saveurs syriennes, afghanes et népalaises qui ont été mises à l'honneur au Café Albertine, aux Grands Gamins, au Bercaill, au marché des Lices et aux Ateliers du Vent, avec quatre chefs et deux cheffes : « Les femmes, ce sont souvent celles qui portent les traditions culinaires de chez elles. C'est important de les valoriser et de faire en sorte de professionnaliser leurs savoir-faire pour pouvoir transmettre leurs histoires et connaissances, même loin de chez elles. » Poursuivre les cours de français afin d'être bilingue et devenir cuisinière, c'est le projet d'Hadil Jilibati : « J'aime la cuisine syrienne mais j'aime beaucoup aussi découvrir la cuisine française. J'ai envie de travailler les deux ! »

| MARINE COMBE

bref

## GIRLS CAN CODE

L'informatique n'est pas un secteur réservé aux hommes. Loin de là. Si la gent féminine en est souvent éloignée, ce n'est pas une fatalité et il n'est jamais trop tard. L'association Prologin effectue un tour de France pour proposer des stages Girls Can Code ! et pose ses ordinateurs les 26 et 27 juillet à Rennes, dans l'atelier numérique de Google (rue de la Monnaie). Et c'est gratuit ! Ouvert à toutes.

bref

sur la toile

chiffre du mois

76

femmes ont été assassinées depuis janvier 2019 parce qu'elles étaient femmes. Chaque année, le nombre de féminicides augmente. Réagissons. Agissons.

chiffre du mois

## le tweet du mois

Ça n'a évidemment aucune valeur scientifique mais je suis actuellement au même square que d'habitude et je n'ai jamais vu autant de filles jouer au foot.

Titou Lecoq @titou / 10-06-2019

bref

## AGRICULTRICES

Les Elles de l'Adage, c'est un groupe d'échanges autour du vécu des femmes dans et à côté des fermes, créé en 2017. Cette année, elles ont mené une enquête auprès de 49 fermes adhérentes pour comprendre les situations des agricultrices mais aussi des femmes travaillant à l'extérieur de la ferme. Les premiers résultats étaient présentés le 3 juillet, au magasin Brin d'herbe de Chan-tepie. On en parle bientôt sur yeggmag.fr !

bref

sur la toile

# L'ACTU FÉMININE EST À SUIVRE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX !

@Yeggmag

sur



Yegg Mag Rennes

sur



# MAUD LE GARZIC

MEMBRE DU COLLECTIF DE PARENTS DU  
GROUPE SCOLAIRE DE L'ILLE, RENNES

Le 24 juin, plusieurs dizaines de parents d'élèves étaient réunies place de la Mairie, tandis que se déroulait dans l'Hôtel de ville le conseil municipal. Deux membres du collectif ont, à cette occasion, interpellé la maire de Rennes, Nathalie Appéré et les élu-e-s quant à la situation d'urgence de plusieurs familles réfugiées, souvent monoparentales, sans hébergement.

## Qu'est-ce le Collectif des parents de l'école Ile ?

C'est un collectif d'une quarantaine de personnes qui s'est constitué spontanément il y a un mois environ (*fin mai, ndlr*) car nous avons eu connaissance de la situation de 5 familles dont les enfants sont scolarisés, par intermittence, à l'école. Nous avons été averti-e-s via les directrices, les enseignantes qui ont découvert des enfants qui avaient faim, qui avaient dormi dans la rue, via des parents d'élèves et des enfants. Comme nous ne sommes pas au courant de tous les dispositifs, nous nous sommes rapprochés des associations telles que D'ici ou d'ailleurs, Un toit c'est un droit ou encore le MRAP (*Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples, ndlr*). Le Collectif est présent pour suivre les familles, leur apporter un soutien moral et les accompagner aux différents rendez-vous dans le cadre de leurs démarches.

## Quelles sont vos actions ?

On a lancé une pétition en ligne et à l'école et une cagnotte pour les besoins immédiats des familles. C'est l'État qui doit se charger de l'accueil des réfugié-e-s. Mais par manque de moyens et volonté politique, il ne respecte pas son rôle. Les collectivités sont obligées de le faire et ont du mal à trouver des hébergements. On a écrit à la ville de Rennes car il est insoutenable que des enfants dorment dans la rue. Nathalie Appéré avait dit qu'aucun enfant ne serait à la rue. Nous avons rencontré Frédéric Bourcier, élu à la Solidarité, qui nous a expliqué les dispositifs et a dit que sur les 5 noms des familles concernées, 4 n'étaient pas connus de leurs services et du 115. Pourtant, toutes ont contacté la Ville et le 115 : nous demandons lors du conseil municipal pourquoi leurs noms ne figurent pas sur les listes d'attentes des dispositifs d'hébergement alors qu'ils devraient y être.

## Quelle est la situation actuelle des familles ?

Il y en a deux qui viennent d'Angola, une d'Afghanistan, une de Géorgie et une du Daghestan (une république fédérée à la Russie). L'un des papas est handicapé en fauteuil roulant. Cela représente une dizaine d'enfants entre les bébés, l'école de l'Ille et le collège Anne de Bretagne. Avec leurs parents, ils dorment dans la rue, dans des maisons abandonnées, là où ils trouvent. Le 115 n'est pas fait pour les familles, il faut appeler chaque jour pour le soir même, changer d'endroit. En journée, il n'y a rien. Ils ne peuvent pas faire à manger et poser leurs affaires. Toutes les familles ne sont pas « dublinées » mais la plupart le sont. Nous demandons à ce que les familles rentrent dans le dispositif et avancent sur la liste. Que les critères d'urgence et de détresse soient pris en compte. Nous allons faire en sorte que les enfants ne dorment plus dans la rue !

MARINE COMBE

© CÉLIAN RAMIS



ÉVÈNEMENTS INFOS PRATIQUES ÉCONOMIE SANTÉ MODE  
INTERVIEWS PHOTOS SPORT INSOLITES BONUS RENDEZ-VOUS  
CULTURE AGENDA DOSSIERS CONCERTS DÉCOUVERTE FESTIVALS  
REPORTAGES POLITIQUE SOCIÉTÉ TENDANCES SOCIAL

LE FÉMININ RENNAIS NOUVELLE GÉNÉRATION

Actualité Culture Focus Le magazine La rédaction

focus sur  
I PRÉCARITÉ MENSTRUELLE  
**LA COULEUR DE LA RÉALITÉ**  
Germaine Acogny  
LE CORPS TOUJOURS ANIMÉ  
DÉCRYPTAGE  
SEXE PAS D'ÂGE  
POUR EN PARLER  
CULTURE  
Le féminin au centre d'un roman végétal

© Célian Ramis CULTURE

LIRE LE MAG TÉLÉCHARGER

FOCUS SUR

CRÉATION : QUE TÙ ES  
PUISSANTE MON ENFANT !

VIOLENCES : LA BATAILLE  
SUR TA BITTE  
CONTRE LE SEXISME

SOLIDARITÉ : LE DROIT À LA  
DIGNITÉ !

AVORTEMENT : MON CORPS,  
MES DROITS !

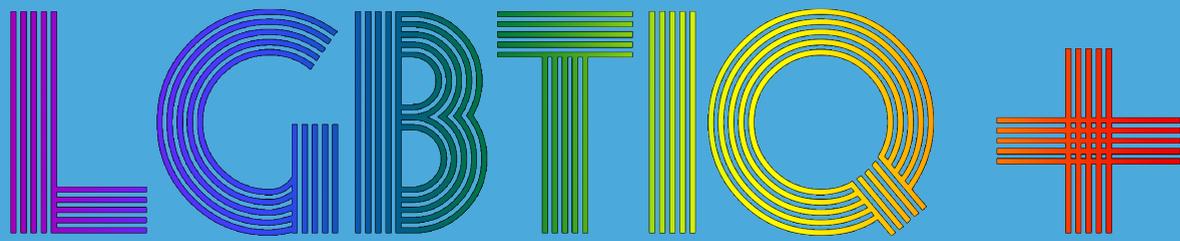
L'ACTU AU QUOTIDIEN,  
C'EST SUR YEGGMAG.FR

# La lutte pour les DROITS humains



« Est-ce que, cinquante ans après Stonewall, ce n'est pas le moment de demander à l'État français la réparation pour la répression, la pénalisation et la psychiatisation des homos et des trans ? », interroge la militante Giovanna Rincon, fondatrice de l'association Acceptess-T, dans Libération le 28 juin 2019.

Une date clé dans l'histoire des luttes LGBTIQ+. Le 27 juin 1969, à New York, la police fait une descente dans le bar Stonewall Inn, situé dans le quartier de Greenwich Village. À cette époque, la législation interdit la vente d'alcool aux homosexuel-le-s, la danse entre hommes et le port de vêtements (soi-disant) destinés aux personnes du sexe opposé. Les arrestations sont fréquentes. Mais cette nuit-là, les client-e-s du bar vont refuser la répression et engager plusieurs jours d'émeutes désormais célèbres et célébrées lors des Marches des Fiertés, dont la première a eu lieu aux Etats-Unis en 1970. Cinquante ans plus tard, où en sommes-nous ?



## Fier-e-s et en colère!



Ce n'est un secret pour personne : en 2013, la haine propagée par la Manif pour tous a entraîné une recrudescence de violences LGBTIphobes qui continuent de se répandre. En 2018, la lâcheté politique du gouvernement de Macron sur l'extension de la PMA pour tou-te-s, semblable à celle du gouvernement de Hollande, ne vient pas contrecarrer les attaques. Loin de là puisque les actes lesbophobes ont drastiquement augmenté. Le rapport annuel de SOS Homophobie est accablant : la structure reçoit de plus en plus de témoignages de la part des personnes ayant subies des violences (15% de plus en 2018 qu'en 2017). Les persécutions rythment les vies des personnes LGBTIQ+ dont on nie les droits à être libres d'être ce qu'iels sont. Autodétermination, consentement, reconnaissance, respect... Iels prônent le droit de choisir librement et d'exister, tout simplement, sans discriminations. Le 8 juin 2019, Iskis, le centre LGBT de Rennes, organisait comme chaque année, avec ses partenaires, la Marche des Fiertés, réunissant pas moins de 4 000 personnes. La thématique de cette édition : « Intersexes, VIH, transphobie, asile... Où sont nos soutiens ? »

## « La répression poursuit nos existences depuis longtemps. Nos vies font désordre. »

Sur l'esplanade Charles de Gaulle, le cortège s'élançait en direction de l'avenue Janvier, afin de rejoindre les quais. Dès les premières minutes de la Marche, une pluie de préservatifs s'abat sur la foule enjouée. Les pancartes Free Hugs affluent, à l'instar des drapeaux arc-en-ciel, trans, intersexes, bis et autres. Les visages sont radieux, partout les couleurs sont vives, et autour des bus, la musique est forte et la danse, centrale et festive. La Marche des Fiertés défile joyeusement mais n'en oublie pas de battre le pavé à coup de propos politiques et revendicatifs. « Alors, on va avancer doucement mais un tout petit peu plus vite que l'égalité des droits... », glisse malicieusement au micro l'administrateur d'Iskis, Antonin Le Mée. Il reprend, avec les militant-e-s qui trônent en tête de cortège, les slogans partisans : « On continue de mourir, on continue de l'ouvrir ! », « Ce sont nos vies, nos vies, qui valent plus que leurs frontières ! » ou encore « Rétention, expulsions, Macron, Macron, t'as un cœur en carton ! » et « Les trans en colère, les psys c'est l'enfer ! » Les banderoles sont tout aussi expressives. « Abolition de la mention de genre à l'état civil », peut-on lire d'un côté, tandis que la pancarte se tourne, au gré du vent : « Mon corps, mon genre, ta gueule ». Simple. Efficace. Tout comme le très explicite panneau « Stop aux mutilations sur les intersexes » ou le piquant « Si vous ne votez pas la PMA, on épouse vos filles ! »

### ARRACHER SES DROITS

Arrivée au niveau de la place de Bretagne, la Marche des Fiertés effectue un arrêt, le temps d'un *die-in*, pour commémorer les personnes LGBTIQ+ décédées. Parce qu'elles ont été assassinées en raison de leur orientation sexuelle, de leur orientation affective, de leur identité de genre, etc. Parce qu'elles sont mortes en fuyant le pays dans lequel elles étaient persécutées, torturées, menacées de mort. Parce qu'elles se sont suicidées. Dans tous les cas, la non acceptation de la société envers elles leur a coûté la

vie. Calmement, les manifestant-e-s s'allongent sur la route. Les mots prononcés en amont de la Marche par Yann Goudard, président-e d'Iskis et administrateurice de la Fédération LGBT, résonnent dans les silences : « La répression poursuit nos existences depuis longtemps. Nos vies font désordre, nous sommes discriminé-e-s, persécuté-e-s. Nous marchons pour nos vies, pour arracher nos droits. (...) Maintenant, soyons visiblement fier-e-s- et clamons notre colère. » Reprenant la thématique de cette 25e édition rennaise « Intersexes, VIH, transphobie, asile... Où sont nos soutiens ? », Yann Goudard répond, en dressant la liste par la négative : « Pas au conseil des médecins, pas au ministère de la Santé, pas au ministère de l'Éducation nationale, pas au ministère de l'Intérieur, pas au secrétariat chargé de la lutte contre les discriminations, pas à Matignon, pas à l'Élysée... »

La liste des revendications est longue (et complète sur le site de l'association Iskis). Des revendications à prendre en compte de toute urgence, alors que les dirigeant-e-s font les autruches. Le Centre LGBT de Rennes, ainsi que les structures partenaires et les allié-e-s, se mobilisent ce jour-là – comme au quotidien – pour mettre en lumière les luttes « pour l'arrêt des opérations et médications d'assignation des personnes intersexes jusqu'au libre choix de la personne ; pour un accès effectif et gratuit aux différents moyens de prévention des IST, du VIH et des hépatites ; pour le libre choix de son parcours de transition et ses médecins, conformément à la loi, et l'abolition des protocoles inhumains encore existants, notamment ceux de la SoFECT ; pour accorder systématiquement le droit d'asile aux personnes LGBTI exilées fuyant leur pays en raison de leur sexe, orientation sexuelle ou identité de genre ; pour l'ouverture de la PMA à tou-te-s sans discriminations et dans les mêmes conditions ; l'intégration des différentes sexualités, sexes et identités de genre dans les programmes de formations ini-

tiale et continue (enseignement, santé, administrations, forces de l'ordre, etc.). »

### AMOURS HEUREUX

Dans le cortège, cette année, on ne peut rater les étonnantes nonnes qui défilent aux côtés des manifestant-e-s. Elles ont 40 ans les Sœurs de la Perpétuelle Indulgence. Elles sont apparues pour la première fois en 1979 dans le quartier du célèbre Harvey Milk, le quartier Castro de San Francisco. Engagées pour récolter des fonds au profit des malades du cancer et dans des manifestations contre le nucléaire, elles ont répondu et répondent encore à un besoin d'écoute sans jugement et de bienveillance. Pour cela, elles prônent l'expiation de la culpabilité stigmatisante et la promulgation de la joie universelle. Lorsqu'au début des années 80, le sida apparaît et ravage un nombre incalculable de vies, les Sœurs de la Perpétuelle Indulgence choisissent de promouvoir l'amour heureux et l'amour libre, le respect de soi et de ses partenaires.

En France, plusieurs couvents ont été fondés dès 1989 et œuvrent, comme dans le reste du monde, à l'organisation des séjours de ressourcement désormais appelés Jouvences. Un moment, de trois à quatre jours, dédié aux personnes concernées par le VIH (les personnes touchées, les proches, les personnes ayant une activité en rapport avec le VIH...). Les Sœurs sont formelles : les Jouvences ne sont pas médicalisées, ni accompagnées par des psychologues. L'idée étant de proposer des espaces de liberté à chacun-e dans lesquels seuls sont imposés le respect de soi, le respect des autres et le respect des heures de repas. Tout peut être exprimé et partagé dès lors que la personne y consent.

« Nous sommes là pour vous écouter, parler de vos peines de cœur, vos peines de cul. Pour vous expliquer comment utiliser des capotes ou vous faire un câlin. », s'exclame une des Sœurs

sur l'esplanade Charles de Gaulle. Ce qu'elles réclament ? « L'intégrité physique, la reconnaissance de nos identités, de nos amours... Les droits humains pour tou-te-s ! Nous avons un devoir de mémoire envers nos frères, nos sœurs, nos adelphe-s, celles et ceux qui fuient les zones de guerre pour trouver ici un accueil indigne ! Nous ne les oublions pas. » Ce jour-là, elles sont présentes pour répandre « amour, joie et beurre salé » dans les cœurs. Comme toujours, les Sœurs de la Perpétuelle Indulgence s'affichent comme un soutien et dénoncent l'indifférence dans laquelle des personnes LGBTQ+ meurent, la solitude également dans laquelle ces dernières et d'autres concernées se trouvent, ne serait-ce qu'au travers des difficultés rencontrées pour accéder aux soins et à la santé.

### LE DROIT À L'AUTODÉTERMINATION

Et par soins et santé, nous entendons ceux de « tous les jours », pour un rhume ou une gastro, censés être basés sur le respect, le non jugement et la bienveillance, et non des protocoles visant à aliéner les individus que la société voudrait catégoriser de malades mentaux, d'anomalies. Dépénalisée en 1982 en France, l'homosexualité est restée inscrite au registre de la Classification Internationale des Maladies de l'OMS (à laquelle se réfère l'Hexagone) jusqu'en 1992. Avant hier, en somme. La transidentité, quant à elle, n'a été retirée de la liste des maladies mentales qu'à partir de 2010, en France. Hier, en résumé. « Nous sommes encore considérés comme des individus malades même si aujourd'hui nos parcours sont moins psychiatrisés. », explique Élian Barcelo, vice-président d'Iskis et co-secrétaire du ReST. Le Réseau Santé Trans (le ReST), c'est un réseau paritaire réunissant des personnes trans et des professionnel-le-s de la santé. Actif depuis trois ans et officiellement créé à Rennes il y a un an (en mars 2018, précisément), il favorise le partage



© CÉLIAN RAMIS



d'expériences et « l'échange sur les protocoles de prise en charge, en concertation avec les personnes trans concernées. »

Aujourd'hui, il existe deux manières de prendre en charge la transidentité, comme le développe Élian Barcelo. Depuis 2010, le parcours – auto-proclamé – officiel est celui proposé par la Société Française d'Études et de prise en Charge de la Transidentité, qui « à côté de professions non médicales telles que les psychologues, sociologues ou juristes, rassemble de façon transversale tous les spécialistes médicaux concernés par la prise en charge de la transidentité, en particulier : psychiatres, endocrinologues, chirurgiens plasticiens, urologues et gynécologues. », peut-on lire sur le site de la structure, qui visiblement oublie de parler des personnes concernées. « Ça ne convient pas à tout le monde car un suivi psychiatrique est obligatoire pendant deux ans, ce qui peut être stigmatisant et normalisant. Ce processus peut aussi mettre en danger les personnes trans à qui on demande de faire leur coming out auprès de leur entourage sans avoir accès à des hormones de transition. Ce qui veut dire qu'elles font leur coming out avec une apparence qui ne leur va pas. Ça n'aide pas. », précise le co-secrétaire du ReST. La deuxième manière, celle pour laquelle œuvre le Réseau, c'est le parcours libre : « La transidentité n'est pas une maladie mais nécessite un suivi médical. L'idée des par-

cours libres, c'est de pouvoir choisir librement son médecin, son endocrinologue,... Et d'avoir recours à un suivi psy selon le ressenti. Que ça reste un choix, une option. On travaille avec des médecins qui ne demandent pas de certificat psychiatrique et qui ne remettent pas en cause la manière dont la personne se sent, car c'est très personnel. Et on ne se cantonne pas à l'approche visant à penser uniquement à travers le côté « je ne me sens pas bien dans mon corps », on peut aussi parler de bien-être, de mode de vie de qualité, de réflexion. »

Le ReST prône le principe d'autodétermination des personnes trans. La charte, signée déjà par une trentaine de personnes ainsi que des entités associatives adhérentes telles que Iskis, le Planning Familial 35, Ouest Trans ou encore les Planning Familiaux de Grenoble et de Clermont-Ferrand, repose d'ailleurs sur l'autodétermination et le point de vue non jugeant des professionnel-le-s de la santé. En résumé, le Réseau milite pour la reconnaissance des personnes trans comme individus à part entière, pouvant ainsi agir et choisir librement, et non comme des personnes atteintes de troubles de la personnalité ne leur permettant pas de décider de leur corps et de leur vie.

### MAIN DANS LA MAIN

Cela devrait être acquis et pourtant l'accueil des personnes transgenres diffère dans la majorité

**« Nous sommes là pour vous écouter, parler de vos peines de cœur, vos peines de cul, expliquer comment mettre une capote ou vous faire un câlin. »**

des cas de l'accueil des personnes cisgenres. « Les médecins ne sont pas formés et souvent, ils ne vont pas se sentir légitimes et/ou compétents pour les transitions mais cela n'empêche pas de suivre le quotidien. Mais ils ont souvent des appréhensions, peur de mal faire. Il y a des choses comme prendre le rythme cardiaque d'une personne transgenre et donc lui demander de soulever son t-shirt qui peuvent être gênantes pour elle. Autre exemple : quand on appelle un cabinet médical, le secrétariat ajoute toujours au téléphone ou en face à face la civilité supposée de la personne, par rapport à la voix ou l'apparence physique. Dans le réseau, la totalité des médecins demandent uniquement le nom d'usage. Des problèmes peuvent subvenir aussi chez le médecin ou à la pharmacie, si la carte vitale n'a pas pu être changée. Ça les rend souvent surpris ou suspicieux. Les personnes trans constituent une population qui n'a pas un accès facile aux soins alors qu'elle en a besoin. Il est nécessaire d'être dans une démarche de réflexion, de formation. Des choses ont été très bien réfléchies au Planning Familial 35 qui a engagé une réflexion depuis quatre ans. L'accueil y est excellent aujourd'hui. Je préfère envoyer les gens vers le PF35 parce que c'est un endroit où les personnes LGBTIQ+ sont bien accueillies et où les professionnel-le-s peuvent envoyer vers des confrères et des consœurs plus compétent-e-s sur telle ou telle thématique. », détaille Élian Barcelo.

Travailler en collaboration continue avec les professionnel-le-s de la santé, les associations et les personnes trans permet la reconnaissance de l'expertise et l'expérience des concerné-e-s mais favorise aussi l'élaboration d'une réflexion commune convergeant vers l'accueil et l'accompagnement médical, intégrant dans le processus la notion de choix et de respect tant de l'expression de l'identité de genre que dans les parcours de santé.

### NE PAS LÂCHER LE LIBRE CHOIX

Ainsi, le ReST œuvre et participe à trois principes majeurs d'intervention : le travail avec et pour les personnes trans, l'amélioration de l'accès aux soins et la qualité des soins notamment par l'information et la formation des professionnel-le-s de la santé, et la défense des droits des personnes trans en matière de santé. C'est dans le sillon de cette troisième mission que le Réseau s'active actuellement au soutien d'une professionnelle de la santé visée depuis le début de l'année par une plainte de la part du Conseil National de l'Ordre des Médecins, à la suite d'un signalement provenant de proches d'une patiente trans majeure. « On la soutient, on lui a donné des noms d'avocat-e-s et on a lancé une cagnotte pour l'aider à financer les frais d'avocat car l'assurance professionnelle n'en couvre qu'une petite partie. », explique Élian Barcelo qui poursuit : « La patiente est majeure et son entourage a porté plainte car elle a été mise

## « On ne veut pas lâcher le libre choix. On ne veut surtout pas perdre du terrain là dessus. »

sous hormonothérapie avec son accord. Dans un premier temps, l'ordre départemental des médecins a rendu un avis favorable à la professionnelle, invalidant les trois points soulevés par le CNOM qui a choisi de poursuivre la plainte malgré tout. »

Le vice-secrétaire démonte en toute logique les trois faits reprochés à la personne attaquée. Premier point : le non respect de son serment de gynécologue l'obligeant à ne recevoir en consultation que des femmes. « C'est extrêmement déplacé et c'est insultant. Ce serment n'existe pas. Les gynécos peuvent suivre des hommes cisgenres pour différentes pathologies. C'est clairement de la transphobie. », balaye-t-il d'un revers de la main. Deuxième point : les traitements hormonaux ne devraient être prescrits que par des endocrinologues. « Dans le Vidal, qui est une référence pour les médecins, il est bien marqué que les gynécologues et médecins généralistes peuvent les prescrire. », s'exclame-t-il. Troisième point (et c'est là clairement que se niche le problème) : elle ne respecterait pas les recommandations de la Haute Autorité de Santé de 2009 et les recommandations de 2015 concernant les équipes et praticien-ne-s affilié-e-s à la SoFECT. « Le problème c'est le parcours libre. Que le parcours soit en dehors d'un parcours psychiatrique. C'est considérer la transidentité comme une maladie. La dépsychiatisation auprès de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) date de 2018 mais il y a certaines structures qui freinent des quatre fers. », poursuit-il.

Ainsi, cette affaire pointe du doigt plusieurs problématiques majeures : les personnes trans n'auraient visiblement pas le droit de choisir librement leurs praticien-ne-s, les démarquant du reste de la population et le consentement d'un-e patient-e trans majeur-e pourrait être remis en cause par son entourage qui peut se saisir comme bon lui semble de l'Ordre. Droits de base bafoués, personnes trans infantilisées, stigmatisation normalisée. Les enjeux qui en dé-

coulent sont importants : « Si la professionnelle attaquée perd, les parcours libres pourraient être amenés à disparaître et là, ça pose un problème en matière de politique de santé. On ne veut pas lâcher le libre choix. On ne veut surtout pas perdre du terrain là dessus. Dialoguer avec des médecins respectueux, c'est beaucoup pour nous ! »

Concrètement, en terme de politique nationale de santé, le ReST, hormis certains soutiens à l'Assemblée Nationale, au Sénat et du côté du Défenseur des droits, n'est pas aidé dans son combat, « la ministre de la Santé ayant été ambassadrice l'an dernier lors de l'AG de la SoFECT, on peut supposer qu'elle soutient les parcours officiels. » En résumé, la France n'avance que très partiellement sur les questions de la transidentité : « Le gouvernement gonfle le torse en parlant de la PMA (dont l'extension à tou-te-s est sans cesse reportée depuis 6 ans, ndlr), mais publiquement, les personnes transgenres, on en parle pas beaucoup et on est très loin d'avoir avancé sur la santé. En 2016, la loi de modernisation de la justice du XXIe siècle a permis de ne plus passer devant le tribunal pour effectuer le changement de prénom à l'état civil. Désormais, la démarche se fait à la mairie. La réforme a eu lieu parce que la France a été condamnée car elle demandait la stérilisation des personnes transgenres pour obtenir le changement des papiers d'identité. Il a fallu une condamnation !!! »

L'importance des réseaux comme le ReST et des espaces sécurisés réservés aux personnes concernées n'est plus à démontrer. Face à la transphobie, institutionnalisée mais pas uniquement, l'information et la formation sont indispensables et pourtant, encore minoritaires, voire complètement absentes. Briser le rapport de domination sachant-e/patient-e, c'est un des combats des associations LGBTI. « Depuis longtemps, depuis les années 90 ! », souligne Élian Barcelo. Les échanges avec les





© CÉLIAN RAMIS

professionnel-le-s de la santé doivent mener à la reconnaissance de l'expertise des personnes trans en matière de transidentité. Là encore, logique... « Pour le moment, la formation des futurs médecins et pharmaciens est encore verrouillée et il est très compliqué de faire irruption comme ça, dans les formations. En Bretagne, l'association Ouest Trans et le Planning Familial proposent des formations à destination des professionnel-le-s de la santé. Même des formations courtes, simplement pour faire germer la réflexion et apporter les bases théoriques autour de la transidentité. », conclut le vice-président d'Iskis et co-secrétaire du Réseau Santé Trans ponctuant la fin de notre rencontre par un « Voilà à quel point de connaissances on en est... »

### LA BINARITÉ CRÉE LES ANOMALIES...

Les réticences sont nombreuses, les avancées minoritaires. Parce que le système est encore binaire et les cases, essentielles au bon fonctionnement de ce système. Mais l'Homme ne se doit-il pas d'être plus nuancé et complexe que la machine ? Pourquoi s'octroie-t-on le droit d'étiqueter la transidentité à une pathologie et l'intersexuation à une anomalie ? « Notre société est bornée et prétend que l'humain peut être classé d'une manière binaire. Elle prétend qu'il y a des femelles et des mâles et que ce qui ne rentre pas dans ces cases soi-disant naturelles est anormal et qu'il est donc légitime d'opérer.

*C'est absurde. Nous savons maintenant que le genre est une construction sociale. Le sexe, bien qu'il soit biologique, relève aussi d'une certaine construction sociale. Nous avons décidé qu'un clitoris devait avoir maximum une certaine longueur et qu'un pénis devait avoir minimum une autre, qu'un vagin devait avoir une certaine profondeur et que les hormones d'une certaine personne devaient être dans un certain référentiel. Ces limites ont été décidées arbitrairement et légitimement des traitements inhumains. », explique Audrey Aegerter, créatrice de la chaîne Audr XY disponible sur YouTube et présidente de l'association InterAction fondée en Suisse. Elle précise : « En fait, on veut s'assurer que tout le monde puisse avoir un rapport hétérosexuel, que les organes génitaux externes ressemblent à ce qu'on s'attend d'une fille ou d'un garçon et que la puberté se fasse comme attendue en fonction du sexe assigné. Il y a donc une certaine transphobie et homophobie dans la prise en charge des personnes intersexes. Les opérations ont toujours été autorisées... ou du moins, n'ont jamais été interdites mais c'est dans les années 50 que la prise en charge a commencé à être protocolaire. »*

Selon l'ONU, on estime à 1,7% de la population concernée par l'intersexuation qui est une variation du vivant, c'est-à-dire une variation des caractéristiques sexuelles, qui peut être de l'ordre chromosomique, hormonale ou des

organes génitaux internes et/ou externes. On peut découvrir ces variations à la naissance ou à la puberté, ou même après. « La plupart de ces variations sont saines et ne nécessitent aucune prise en charge médicale. Malgré cela, beaucoup se font opérer ou subissent des traitements hormonaux sans consentement éclairé et libre. », souligne Audrey.

### NE PLUS SE SENTIR ISOLÉ-E

Sa chaîne, lancée début 2018, et ses vidéos, dont « #Il y a une couille avec votre fille », est un véritable outil de transmission des savoirs autour de l'intersexuation. Et de partage. C'est en

regardant les vidéos, sur cette thématique, de Pidgeon et Emilord, deux youtubeuses des Etats-Unis, qu'Audrey Aegerter a entendu des vécus similaires aux siens : « Ces personnes qui semblaient si sûres d'elles, elles n'avaient pas honte de leur intersexuation et en parlaient ouvertement. Elles m'inspiraient et m'inspirent encore beaucoup. Je pensais que je n'assumerais jamais aussi publiquement mon intersexuation. » Quand elle participe au film *Ni d'Eve ni d'Adam : une histoire intersexe*, réalisé par la documentariste Floriane Devigne (lire notre critique YEGG#74 – Novembre 2018), elle rencontre d'autres personnes intersexes qui, elles aussi, regardent les vidéos des deux youtubeuses : « Elles autant que moi ne connaissions que les mots des médecins. Des mots qui pathologisaient nos corps. Grâce à ces rencontres

# Le droit d'exister pleinement

Il est important d'avoir en tête que l'Histoire est écrite par des hommes blancs, cisgenres, hétérosexuels, dyadiques pour les hommes blancs, cisgenres, hétérosexuels, dyadiques. Qu'en est-il des autres ? Les manuels d'histoire, la littérature, les médias, les arts... nous enseignent que, vraisemblablement, le reste de la population n'a pas voix au chapitre. Difficile de se construire, de se projeter, de s'apprécier quand on a l'impression de ne pas exister. Qu'on est bizarres parce que nulle part on ne voit des gens qui nous ressemblent. Les luttes féministes, les luttes LGBTIQ+ et les luttes antiracistes participent à la réhabilitation des rôles modèles. « Désormais, il y a une génération de jeunes transgenres qui pensent qu'il est possible d'être ouvertement trans et d'avoir une carrière d'acteur. » Cette citation, on la doit à Laverne Cox, actrice, animatrice et productrice trans. On la connaissait pour son rôle dans la série *Orange is the new black*, on en apprend davantage sur elle et son engagement féministe et LGBTIQ+ dans l'ouvrage de Florent Manelli, *40 LGBT+ qui ont changé le monde*, publié aux éditions

Lapin en juin 2019. George Azzi, Bayard Rustin, Zanele Muholi, Renée Richards, Hanne Gaby Odiele, Janet Mock, Mykki Blanco, Harvey Milk, Manvendra Singh Gohil, Chi Chia-Wei, Marielle Franco, Blair Imani, Giovanna Rincon et de nombreux autres portraits nous ouvrent les portes d'une partie dissimulée de l'Histoire. Qu'on connaisse ou non, dans les grandes lignes ou les détails, les luttes LGBTIQ+, Florent Manelli nous présentent quelques unes des personnes qui ont œuvré pour faire avancer ou maintenir les droits LGBTIQ+. Si on ne trouve qu'une seule personne intersexe, Audrey Aegerter, présidente de l'association InterAction en Suisse, recommande de regarder le documentaire de Floriane Devigne, *Ni d'Eve, ni d'Adam : une histoire intersexe* (YEGG#74 – Novembre 2018), le documentaire de Régine Abadia *Entre deux sexes* (YEGG#63 – Novembre 2017), les chaînes Audr XY et Mischanomalie (YouTube) ou encore les vidéos du projet Paint-LGBT. Sans oublier de lire l'excellent livre de Martin Winckler, *Le cœur des femmes* (YEGG#61 – Septembre 2017).



et ce film, j'ai finalement pris confiance en moi et fais mon coming-out. Suite aux nombreux coming-out, l'intersexuation a gentiment pris une place chère dans ma vie et n'est plus une tare. Je suis aujourd'hui heureuse et fière d'être intersexe, car sans cela je n'aurais jamais rencontré des personnes que j'aime énormément. »

Personne, parmi la population concernée dans les pays francophones, ne publie de vidéos sur le sujet. Elle décide alors de se jeter dans le bain. Pour les personnes intersexes tout d'abord. Pour qu'elles ne se sentent pas ou plus isolées. Pour qu'elles puissent entendre des témoignages humains et non des paroles médicales visant à leur faire penser qu'elles sont malades. Mais la chaîne Audr XY s'adresse également aux personnes dyadiques, soit les personnes qui ne sont pas intersexes. Pour que les parents ou futurs parents d'enfants intersexes aient accès aux informations. Pour que les associations aient des ressources et des outils. Pour que le grand public sache et que l'intersexuation gagne en visibilité au sein de la société. « Par le biais de mes vidéos, je suis également rentrée en contact avec d'autres personnes, qui sont dans la même situation que moi il y a quelques

années, et qui m'écrivent pour me raconter leurs histoires ou me dire qu'elles se sentent un peu moins seules le temps d'une vidéo. J'espère que ça va avoir un effet d'empowerment et que nous serons plusieurs à faire des vidéos, à parler publiquement et que cela changera un peu les mentalités. Imaginez si, dans quelques années, il y avait autant de vidéos sur l'intersexuation que sur le véganisme ? On en changerait des choses ! J'ai fait quelques vidéos où je parle avec d'autres activistes sur des sujets divers, comme le sentiment d'illégitimité, être trans et intersexe ou les discriminations structurelles. J'aimerais montrer la diversité des vécus et variations intersexes et ne pas uniquement parler « de moi » afin qu'une majorité de personnes puissent s'identifier à mes vidéos. », commente la présidente d'InterAction.

### DES CORPS SAINS

L'intersexuation n'est pas une nouveauté. Néanmoins, le sujet est tabou. Comme pour la transidentité, professionnel-le-s de la santé, enseignant-e-s, juristes, etc. ne reçoivent aucune formation (non pathologisantes) à ce propos. Les personnes concernées sont encore et toujours considérées comme malades et anor-

males. Victimes de malformations. Dans sa vidéo sur les opérations, Audrey Aegerter défend les droits de l'autodétermination, de l'enfant et de l'humain : « Les corps intersexes sont sains. C'est la médecine qui rend les personnes intersexes malades. On considère que le fait d'être déterminé (fille ou garçon) sera bon pour le développement de l'enfant. »

Elle revient plus de 70 ans en arrière pour nous expliquer la cause de la grande perte des droits des enfants intersexes : « Suite à une circoncision particulièrement ratée, le sexologue John Money a créé un protocole particulièrement pathologisant envers les personnes intersexes. Il recommande d'opérer vite, dans le secret. Dans les années 80, les personnes intersexes ont commencé à se (re)construire et ont commencé à se battre pour leurs droits. Notamment avec l'organisation américaine ISNA et les Hermaphrodites with attitude. L'ISNA a fait un travail exceptionnel. Depuis, les organisations ont des positions officielles et font du plaidoyer politique pour les droits humains. Grâce à cela, il y a eu de grandes avancées pour le mouvement qui adopte aujourd'hui une approche politique par les droits humains et condamne les institutions pour leurs pratiques médicales. Les unes après les autres. » On est loin du monde qu'elle décrit dans « Une fable intersexe ». Un monde sans mutilations génitales, tortures et violations des droits des enfants. Un monde qu'elle sait non réaliste en l'état actuel mais en lequel elle croit à force de luttes permettant à terme de protéger les enfants intersexes et de les inclure dans la société, sans discriminations. Pour l'heure, la France comme la Suisse ignorent les recommandations du comité d'éthique invitant les médecins à ne pas opérer les enfants sans consentement éclairé : « L'ONU a depuis 2015 fait plus de 40 réprimandes condamnant la prise en charge des personnes intersexes dans les pays européens. C'est énorme. »

À sa connaissance, il n'y aurait qu'à Malte et en

Californie qu'il existerait une interdiction formelle des mutilations génitales sur les enfants intersexes « mais la mise en place de nouveaux protocoles tarde... » L'Occident condamne donc fermement l'excision pratiquée dans plusieurs régions du monde mais autorise et se donne même le droit de mutiler des enfants sur son territoire, en raison de la binarité. Cette dernière « est aujourd'hui la cause d'énormément de souffrance pour beaucoup de personnes. Les personnes LGBTQ+ sont discriminées et n'ont pas accès aux mêmes droits que les personnes cisgenres, hétérosexuelles et dyadiques. C'est incroyable qu'en 2019 nous devions toujours nous battre pour exister librement. Les jeunes LGBTQ+ sont plus susceptibles que les autres de tenter de se suicider, arrêter l'école et/ou être précaires. » Incroyable également qu'il faille rappeler par voie de presse que « le droit des enfants à l'intégrité physique et sexuelle est un droit inaliénable. » (Tribune parue dans Libération le 10 septembre 2018 revendiquant l'arrêt des mutilations des enfants intersexes).

### LA COMMUNAUTÉ AUX VERTUS GUÉRISSEUSES

Toutefois, les médias sont encore peu nombreux à s'intéresser aux revendications des personnes intersexes (interdiction des traitements et opérations altérant les caractéristiques sexuelles des personnes sans leur consentement libre et éclairé / suppression du genre à l'état civil / soutien psychosocial gratuit et choisi / formation complète et non pathologisante aux personnels soignants, aux enseignant-e-s, aux juristes...). Ce sont les associations telles qu'InterAction, co-fondé par Audrey Aegerter le 26 octobre 2017 (journée de la visibilité intersexe), Zwischengeschlecht (toujours en Suisse) ou encore le Collectif Intersexes et Allié-e-s (en France) qui œuvrent à l'avancée des droits humains et au changement des mentalités. Les structures agissent, malgré de faibles soutiens et moyens financiers, sur plusieurs fronts : à la

**« C'est incroyable qu'en 2019 nous devions toujours nous battre pour exister librement. »**

fois politiques, sociaux et personnels. Elles sont à la fois porteuses d'informations et de formations, leviers de visibilité menant à la reconnaissance des personnes intersexes et de leurs droits et organisatrices d'espaces sécurisés.

Pour Audrey, « la communauté intersexe a d'énormes qualités guérisseuses. » Et peut être, en complément de l'entourage (si celui-ci est bienveillant), un véritable soutien. Car il ne faut pas oublier la notion dont elle a parlé plus tôt : outre les opérations et les traitements hormonaux effectués dans l'urgence, le secret est également un facteur destructeur. Pour briser le climat de honte, « en tant que personne concernée, il faut beaucoup de courage et de bienveillance. L'intersexuation est encore tellement taboue... Il n'y a malheureusement pas de règle d'or pour briser le tabou, à part parler et faire face aux questions mal-placées, aux remarques désobligeantes et à l'étonnement... Même si ce n'est pas facile tous les jours, briser le secret déjà dans sa propre vie est très émancipateur, à condition qu'on soit dans un environnement safe. Pour moi, ne plus avoir besoin de mentir, être honnête avec les autres et moi-même quant à mon corps est exceptionnellement émancipateur. Ça me donne de la force et de l'énergie.

*Malheureusement, ce n'est pas encore sécurisé pour toutes les personnes et dans tous les milieux, c'est donc un privilège que j'ai de pouvoir parler aussi librement de l'intersexuation. »*

### BRISER LE CLIMAT DE HONTE

D'ailleurs, elle le dit clairement, s'exposer en tant que personne intersexe sur Internet constitue un danger. Elle craint les trolls et les micro-agressions en ligne mais aussi pour son avenir professionnel, et s'inquiète de transmettre des informations erronées qui pourraient aller à l'encontre du mouvement des intersexes. Comme dans ses vidéos, Audrey Aegerter pointe des réalités douloureuses et injustes tout en distillant toujours une note de légèreté et d'optimisme : « Lorsque je fais face à des commentaires haineux, cela me prend aux tripes, je tremble et je me demande si c'est vraiment nécessaire de continuer. Mais les échos positifs sont heureusement plus nombreux. (...) J'ai peur que ma visibilité puisse faire peur à mon employeur... Les personnes LGBTIQ+ sont encore beaucoup discriminées à l'embauche et sur le lieu de travail. Cela n'a pas encore été le cas, heureusement ! (...) Grâce à la communauté, à mes ami-e-s et à un travail de recherche que je fais de mon côté,



© CÉLIAN RAMIS



© CÉLIAN RAMIS

*cette crainte (d'être néfaste au mouvement, ndlr) est bien moins présente qu'au début. »* Rompre le silence ne devrait pas s'apparenter à une prise de risque pour la santé physique et/ou mentale de la personne qui entreprend cette action. C'est toute la société qui est concernée par cet état de fait. Pour la présidente d'InterAction, les personnes dyadiques peuvent participer à la suppression du climat de honte et à la stigmatisation que subissent les personnes intersexes. En étant alli-e-s. « Même si elles ne connaissent pas, a priori, de personnes intersexes. Elles peuvent corriger les personnes qui disent des choses clairement fausses sur l'intersexuation ou une pseudo binarité dans notre société, partager des articles et vidéos sur les réseaux, etc. C'est peut-être pas grand chose mais si une personne concernée le voit, ça peut faire beaucoup de bien et elle saura qu'elle peut s'adresser à elles. Et en tant que parent, briser le tabou veut dire parler ouvertement à son enfant, lui expliquer de manière appropriée sa variation et l'aimer pour ce qu'il est. Lui donner la force de vivre comme il est et peut-être de changer le monde. », répond-elle, espérant pouvoir aider le plus grand nombre de personnes dyadiques et intersexes à travers ses vidéos, palliant ainsi

le manque d'informations dans les médias, les écoles et les formations.

### LA HONTE DOIT CHANGER DE CAMP

Il y a urgence. Déconstruire les normes patriarcales - qui on le rappelle sont principalement binaires (avec la mention « Le masculin l'emporte sur le féminin »), hétéronormées et blanches, entre autre - s'apparente souvent dans l'imaginaire collectif à la perte de privilèges. Résultat : on préfère ignorer les discriminations subies par les personnes que l'on qualifie de différentes et qu'on assimile pour certaines à des personnes souffrant d'une pathologie. On minimise les vécus, on ignore leurs existences. En somme, on nie véritablement leurs droits à la dignité et à l'humanité. De temps en temps, de manière totalement aléatoire, on s'émeut. De l'assassinat de Marielle Franco, de l'agression de Julia, du passage à tabac d'un couple lesbien dans le bus. Par exemple, la presse n'hésitera pas à titrer en mai 2019 « Agression de Julia : la transphobie en procès à Paris ». Vraiment ? Qu'at-on fait en août 2018 à la suite du meurtre de Vanesa Campos ? Combien de personnes, ne serait-ce qu'à Rennes, se rassemblent place de la Mairie le 20 novembre, à l'occasion du Jour

du Souvenir Trans (TDoR, Transgender Day of Remembrance) afin de commémorer les personnes trans assassinées et poussées au suicide à cause de la transphobie vécue ?

Si quelques actes LGBTIphobes font couler de l'encre dans les médias, ils sont minoritaires face à la liste de prénoms dressés lors du TDoR, face aux chiffres révélés chaque année par le rapport de SOS Homophobie et face à toutes les discriminations tuées et toutes celles encore qui ne sont pas dites car elles sont devenues banales, quotidiennes, intégrées. On s'insurge de l'inhumanité de nos voisins européens (en Pologne, les commerçants ont depuis juillet 2019 le droit de refuser de servir des personnes LGBT) ou non qui persécutent, enferment, torturent, condamnent à mort les homosexuel-le-s. Qu'en est-il sur notre territoire ? Nous inquiétons-nous du sort des personnes étrangères LGBTIQ+, menacées de mort dans leur pays d'origine, à qui l'on n'accorde pas le droit d'asile ? Nous inquiétons-nous réellement de la sécurité de toutes les personnes LGBTIQ+ ? Notre indifférence, notre hypocrisie et notre non remise en cause par rapport à nos responsabilités mettent des vies en danger.

### MANQUE DE REPRÉSENTATION

Seules les personnes concernées peuvent parler de leurs vécus. Les allié-e-s peuvent les écouter, sans chercher à minimiser leurs pa-

roles, et peuvent aussi s'informer via les associations, les sites ressources, les articles, les documentaires, les livres, etc. Parce que nous ne manquons pas d'informations mais d'intérêt et ignorons souvent, par conséquent, les biais et canaux qui s'offrent à nous. La difficulté résidant également dans le fait que les cinémas, chaînes TV, médias, maisons d'éditions, librairies, programmeur-e-s artistiques et autres secteurs grand public sont souvent frileux (et LGBTIphobes) quant à ces sujets encore considérés « underground », marginaux. « *La politique est bien moins intéressante pour les médias que de savoir sur quels toilettes nous allons...* », déclare Audrey Aegerter. Et cela révèle le manque de représentation des personnes LGBTIQ+ dans la société actuelle qui, tant qu'elles ne déclarent pas publiquement leur homosexualité, transidentité ou intersexuation, sont considérées selon les normes hétérosexuelles, cisgenres et binaires.

« *Le manque de représentation fait que nous ne savons pas comment parler d'intersexuation, nous n'avons pas accès à des terminologies bienveillantes et cela participe également au climat de honte. C'est justement afin d'éviter cela que je crée mes vidéos et que je suis aussi visible. Bien que la visibilité ne fasse pas le travail, j'espère qu'elle nous apportera des membres ou motivera d'autres à s'engager. Le travail doit être fait de manière collective, hors il est très difficile d'atteindre les personnes inter-*

*sexes. Le manque de représentation participe à cela. Le manque de représentation et d'information en général sur le sujet fait que pour beaucoup de parents, c'est le jour de la naissance de leur enfant qu'ils entendent parler d'intersexuation pour la première fois. Ils ignorent alors le non-fondé des traitements. Tout cela participe à leur détresse. Et c'est un des arguments que les médecins utilisent le plus souvent pour légitimer les traitements... La détresse des parents.* », analyse Audrey.

Comme elle le souligne, le manque de représentation favorise la honte. Puisque sans représentation, on pense que la situation est unique, isolée, et rares sont les personnes qui arrivent à supporter d'être à l'écart de la société. À ce jour, peu de personnalités publiques ont révélé leur intersexuation, excepté la mannequin Hanne Gaby Odiele et la femme d'affaires Taylor Lianne Chandler (plusieurs articles supposent l'athlète Caster Semenya en tant que personne intersexe mais elle n'en a jamais fait mention).

Présenter des profils et des parcours divers, c'est alors faire germer l'idée que ces derniers ne sont pas différents mais que la norme n'est tout simplement pas unique. C'est permettre à tout le monde de se construire grâce à la possibilité de s'identifier à des rôles modèles et ne pas penser que des domaines d'activités ou des métiers sont réservés à telle ou telle partie de la population, majoritairement des hommes blancs hétérosexuels (lire Encadré p.21).

### DES DROITS HUMAINS AU PINKWASHING... LA POLÉMIQUE

« *Les droits humains sont ma fierté* » revendique la grande banderole d'Amnesty International, visible le 8 juin dernier lors de la Marche des Fiertés. Cinquante ans après les émeutes de Stonewall, qui rappelons-le sont à l'origine des premières Marches américaines, on ne peut nier les avancées en terme de droits mais on ne peut également que constater la lenteur avec laquelle les différents gouvernements les ont accordés, peinant encore à reconnaître l'égalité de ces droits aux restants des fameux Droits de l'Homme. Et le moins que l'on puisse observer également, c'est que les soutiens ne se bousculent pas au portillon. Les vrais sou-

tiens. Pas ceux de Mastercard, Tinder, Google, Air France... dont la présence à Paris a créé la polémique, interrogeant le caractère politique ou commercial de la Marche.

« *Le discours, très perceptible lors des débats sur le mariage pour tous, définissant les droits LGBT comme des droits humains est très favorable au pinkwashing, c'est-à-dire au fait pour les entreprises de se donner une image progressiste.* », explique le militant queer et anthropologue Gianfranco Rebutini dans une interview accordée à *Vice* le 28 juin 2019. À New York, la « Reclaim Pride » a été organisée pour se réappropriier la Gay Pride, vidée de son propos revendicatif et contestataire, selon plusieurs milliers de manifestant-e-s. À Paris, l'appel « Stop au pinkwashing » a été lancé quelques jours avant la Marche des Fiertés afin de souligner le désaccord avec l'organisation officielle. Début juillet, sur Twitter, on pouvait lire le message du Collectif Intersexes et Allié-e-s : « *N'oubliez pas que nous, les personnes intersexes, en compagnie d'allié-e-s, avons ouvert la Marche des Fiertés de Paris 2019. Il était impossible de nous manquer, il y a eu des interviews en amont, et pourtant aucun média n'en parle : #IntersexesEnTêtePride2019* ».

Sur le site de *Komitid*, un article est consacré à une interview de Mischa, membre du Collectif Intersexes et Allié-e-s et co-initiateur des Délaisé-e-s des Fiertés qui ont pris la tête du cortège, juste derrière les Goudou-e-s sur Roues. Il explique : « *Le Mouvement est né d'une frustration, d'une urgence d'exister dans les luttes et les fiertés LGBTI, pour les personnes intersexes. Submergé de travail, le Collectif Intersexes et Allié-e-s, seule association par et pour les personnes intersexes en France, est à la fois très sollicité et ironiquement peu entendu dans les revendications générales de la communauté LGBTI. D'un côté on nous veut partout, et dans le même temps on ne nous donne pas du tout les moyens de l'être. C'est épuisant et frustrant pour nos militant-e-s. Cette année, l'organisation avec l'Inter-LGBT ne s'est pas bien passée. On leur a fait une proposition de formation, essentielle dans le cadre de la Marche des Fiertés où nos revendications peinent à être portées correctement, dignement. Mais iels nous ont*





© CÉLIAN RAMIS

répondu trop tard – et s'en sont excusé-e-s – et nous n'avions plus du tout le temps de nous organiser. Ça ne s'était pas bien passé avec nos partenaires non plus, comme souvent. On était démoralisé-e-s. En parlant avec d'autres militant-e-s (dyadiques), en particulier des militant-e-s queer et antiracistes, j'ai repris espoir et on a fini par vraiment créer quelque chose. Ces militant-e-s, pour la plupart handis, racisé-e-s, queer, jeunes, ont remué ciel et terre pour nous donner un espace et une portée inespérée. »

### UNE POSITION POLITIQUE

À Rennes, le 8 juin dernier, la thématique « Intersexes, VIH, transphobie, asile... Où sont nos soutiens ? » a rassemblé près de 4 000 personnes. Pas de chars de grandes entreprises mais des militant-e-s LGBTIQ+, des associations et des allié-e-s. La manifestation offre une

large palette du militantisme : du slogan scandé en chœur avec fougue à une danse endiablée, en passant par les roulages de pelles, les tenues en cuir et les meufs aux seins à l'air, il nous semble que peu importe le moyen d'expression de chaque individu réuni dans le cortège, tout est politique. Et au sein de la foule qui afflue dans les rues de la capitale bretonne, on aperçoit Faty. Elle rayonne. Vêtue de noir et de blanc en hommage aux couleurs du drapeau de la Bretagne, elle prône les droits humains : « C'est ce qui nous lie, le fait qu'on soit humains. On oublie facilement ça. »

Femme, noire, trans, rennaise d'adoption, brestoïse d'origine, elle participe pour la première fois à la Marche des Fiertés. « J'en ai entendu parler par des ami-e-s et je me suis dit que ça pouvait être bien pour moi d'y aller. C'était le bon moment. Pour rencontrer d'autres per-

sonnes, d'autres associations. Et aussi pour marquer toutes les discriminations que j'ai pu subir. Une manière de porter plainte en quelque sorte. Je ne pouvais pas y aller sans être visible. », déclare-t-elle. Challenge réussi, son message passe, elle veut que tous les humains soient libres et ce jour-là, elle s'est sentie libre. « Je n'ai pas choisi d'être une femme, trans, noire. Encore aujourd'hui, j'essaie d'accepter. Ce n'est pas parce que j'ai le sourire que c'est la fête. Mais maintenant je me dis que si on sait que je suis trans, ce n'est pas grave si ça peut aider d'autres personnes. Plus on pense à ce que les autres pensent, plus on s'empêche de vivre. Je n'en pouvais plus de me dire que j'avais une maladie. Ça a été compliqué de passer le cap mais avec ma transition, j'ai pu mettre des mots. », poursuit Faty.

Et ce qu'elle constate, c'est que toute sa vie, elle a été renvoyée à sa couleur de peau : « Ma transidentité est un problème dans l'intimité. Tant que ça ne se voit pas, ce n'est pas un problème. Quand ça se voit, souvent, il y a des réactions violentes. Ma couleur de peau en revanche, je ne pensais pas que c'était autant un problème. J'ai toujours grandi dans un milieu où il n'y avait que des blancs. Je savais qu'il fallait faire avec et en tant qu'enfant, je pensais que c'était normal qu'on me touche les cheveux, qu'on me tape. Dans les relations, c'est hyper compliqué. L'objectivation de la femme noire, c'est lourd ! J'appartiens à un rêve mais je n'existe pas. C'est ça qu'on me renvoie. Moi, je rêve d'amour depuis que je suis jeune. Je rêve de quelque chose de beau, d'important. Et dans la société, c'est pareil, je rêve de melting pot. Ce n'est pas parce qu'on est noir-e qu'on doit trainer qu'avec des noir-e-s. On a besoin de toute la diversité. D'une culture avec des cultures. »

### AMOUR, TOLÉRANCE, RESPECT, JUSTICE ET ÉGALITÉ

Comme elle le dit, ce n'est pas le meilleur des mondes dans lequel nous vivons et dire qu'elle va bien serait une affirmation précoce et erronée. Elle travaille à son acceptation : « Et ça prend toute la vie, cette thérapie avec moi-même. » Aujourd'hui, elle ne veut plus cautionner les faux semblants, ne veut plus se sentir

moins importante que les meubles, ne veut pas s'empêcher de sortir et de vivre. Ce qui l'a aidée, c'est la photographie. Si elle avoue se sentir seule constamment, le médium favorise son évocation et transforme la haine qu'elle a envers les hommes, « enfin certains hommes, pas tous. »

Autodidacte, elle produit des images d'une grande puissance. De par la force des expressions qu'elle y met et de l'esthétique du noir et blanc parsemé de graphisme. Ses visuels sont à son image : riches, sensibles et engagés. Faty est profondément militante dans sa vie de tous les jours. Pour elle et pour les autres. Même si c'est pesant « parfois, en soirée, de se sentir obligée de parler de ma transidentité et de faire de la pédagogie. » L'obligation de se justifier. C'est le prix minimum qu'a fixé la société pour ne pas être dans la norme imposée. Elle s'est rapidement armée mentalement, ce qui n'empêche ni ne guérit les blessures infligées par chaque discrimination subie : « On ne peut pas oublier les mots, les gestes, les insultes. J'ai travaillé avec des personnes âgées qui ont refusé que je les touche ! Je suis déçue car ça m'a touchée en plein cœur. Moi, j'ai toujours mes yeux d'enfant mais on ne peut ignorer ou laisser passer certaines choses, comme les viols, les assassinats des personnes trans, etc. Stop ! Je prône l'amour, la tolérance, le respect, la justice et l'égalité. »

Quand on lui demande si désormais elle participera à toutes les Marches des Fiertés, elle nous répond très honnêtement qu'elle ne sait pas. Cette Marche entreprise à Rennes en juin 2019, elle en avait besoin. C'était un « challenge personnel, j'en avais même parlé avec mon médecin, qui est dans le Réseau Santé Trans. » Elle ne peut pas dire par avance si elle y retournera. En revanche, elle conclut sur la certitude qui l'anime aujourd'hui : « L'envie d'être encore debout et de me battre. Il y a des belles choses dans la vie et ça vaut le coup. J'ai eu peur au début d'être dans la Marche des Fiertés. Je n'ai pas regretté. »

## INVITER À LA RÉFLEXION

Dans *Les filles comme toi*, la metteuse en scène et autrice Sophie Galle, joue sur l'ambiguïté de ces deux personnages qui pourraient ne former « *qu'une seule et même personne* », parce que finalement il est possible « *d'avoir un peu des deux côtés* ». Pour autant, la pièce ne livre aucune réponse. Simplement deux modes de vie, deux témoignages, qui au départ semblent aux antipodes et qui au fur et à mesure de la confrontation deviennent des échanges, rythmés par une multitude de questions. Les deux femmes se titillent, se chamaillent, se fascinent, se confient et progressivement se lâchent, font tomber les masques et les barrières. « *Ma pensée est en mouvement, elle évolue tout le temps. Je ne veux pas dans la pièce affirmer quoi que ce soit et imposer une vision. Je veux que ça amène les gens à la réflexion.* », souligne Sophie Galle qui s'est entourée de deux comédiennes, Céline Malestoït, dans le rôle de la femme au foyer, et de Flore Augureau, dans le rôle de la militante féministe.

« *Elles sont toutes les deux très différentes. Céline est aussi danseuse et donc très à l'aise avec son corps, et Flore a déjà mis en scène et écrit pour le théâtre, elle a cette complicité avec les mots.* », précise-t-elle. Elles ont « *chacune à leur manière* » nourri les personnages. Lorsque le travail a commencé avec les deux professionnelles, en 2018, en résidence à la ferme de Quincé, un quart du texte était écrit. En février 2019, une nouvelle résidence les conduit à la Maison de quartier de Villejean, où après deux semaines, elles présentent une première version du projet, le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes. « *Après ça, j'ai réécrit le texte. Parce qu'en voyant ce que ça donne et en ayant des retours, on affine, on adapte. On avait fait une présentation auprès de Chahut où le public était constitué de gens qui se posent déjà ces questions. À la Maison de quartier, tout le monde n'était pas sensibilisé, c'est très intéressant et important, car la pièce ne s'adresse pas qu'aux convaincu-e-s...* », analyse la metteuse en scène.

## NUANCES ET SUBTILITÉ

La création n'est pas encore achevée début juillet lorsqu'après une période de travail au Château de Bellevue à Bazouges-la-Pérouse, la compagnie dévoile en toute intimité le spectacle dans son intégralité. On adhère rapidement au ping-pong

verbal des deux femmes qui, au final, vont nous smasher la face. Parce que ces deux figures, de la femme accomplie au service des autres et de la harpie radicalo-moralisatrice, on les connaît bien : « *Ce sont deux figures bâties sur un tas de clichés qui font que finalement on ne les entend pas. Je voulais travailler sur comment elles peuvent s'interroger, se questionner, entre elles !* »

Les critiques sont faciles et même un peu lâches, si on y réfléchit bien. Sophie Galle pointe du doigt un aspect important, celui qui vise à les rendre caricaturales afin de minimiser et ignorer leurs propos. La pièce appelle à la vigilance quant à nos propres stéréotypes et représentations afin de nous interroger sur nos manières d'être au monde, aux autres et aux féminismes. Et elle le fait avec beaucoup de nuances et de subtilité, et sans jugements, au-delà de ceux qui sont exprimés formellement pour justement faire ressortir la remise en question, l'introspection et aller chercher ce qui fait défaut dans les « *petites choses* » du quotidien. Comme le signale la militante, « *on ne peut pas éradiquer le sexisme inconscient en quelques minutes* ». La déconstruction par principe est un acte brutal, révélant ce que l'on ne voyait, entendait, comprenait pas jusqu'ici. Mais La Petite Épine trouve un pied de nez à cette violence en intégrant un jeu de marionnettes qui contrebalance les facettes radicales des deux protagonistes coincées dans la défense de leur pré carré et renforce le décalage entre ce que l'on ressent à l'intérieur et ce que l'on montre à l'extérieur.

Sophie Galle de par son écriture et sa mise en scène, Céline Malestoït et Flore Augureau de par leur interprétation sensible et investie, mettent en évidence l'importance du questionnement intime sans toutefois invectiver le public avec de nouvelles injonctions. Au contraire, *Les filles comme toi* invite, avec puissance et douceur, à l'affranchissement de toutes les normes aliénantes, qu'elles soient patriarcales ou militantes, qui participent à nous enfermer dans des rôles qui finissent par étouffer nos ressentis, envies et désirs. On se régale face à cette confrontation de points de vue qui mène à une quête d'identité et de liberté en devenir, en faveur du libre arbitre, de l'acceptation de nos contradictions et paradoxes et d'un féminisme comme outil d'émancipation individuelle, qui sert le collectif.

## LIBÉRATRICE, LA PETITE ÉPINE DANS LE CRÂNE !

**D'un côté, la femme au foyer. Dévouée à son mari et à ses enfants, ses journées sont remplies de linge à laver, repasser, plier, ranger, de courses à faire pour la maisonnée et de repas à cuisiner. D'un autre, la militante féministe. Célibataire endurcie et radicale, elle passe son temps à organiser des manifestations contre le patriarcat, trouver des slogans et peindre des banderoles. Tout les oppose. Tout ? Non. Elles ont en commun leur aspect caricatural, souvent brandi dans les médias et dans la société. Sophie Galle, metteuse en scène et fondatrice de la compagnie rennaise La petite épine, propose une mise en perspective et en questionnement de ces deux figures, dans *Les filles comme toi*. Une création qui fait réfléchir. Une création qui fait du bien.**

La première aime échanger des techniques de ménage, effectuer les tâches domestiques et avoir du temps. La seconde déteste la première qui accepte sa vie, sagement, sans se battre, sans se révolter. Elle aurait voulu être un homme, parce que « *c'est tellement dur d'être une femme.* » La première n'est jamais en colère. Rien ne l'énerve et jamais elle n'a envie de hurler sur les hommes. La seconde aime rallier des hommes et des femmes à sa cause. La première a toujours su qu'elle voulait

des enfants, elle les attendait pour s'accomplir : « *Tout ce que j'ai fait avant, c'était pour patienter. C'est ce pour quoi je suis sur terre : donner la vie !* » La seconde ne croit pas en l'instinct maternel qui est, selon elle, une construction sociale à combattre : « *Il y a trop de conditions et de choses restrictives. Je ne remplis pas les conditions pour ce poste. Ce sont les conditions que je méprise, pas le fait d'être mère. Je n'ai pas besoin d'enfanter pour me sentir femme.* » Entre les deux, laquelle choisir ?



**ON THE LINE**  
**JENNY LEWIS**  
 JUILLET 2019

En France, on ne la connaît pas assez bien, pas assez tout court. On passe à côté d'une artiste dont le talent n'est plus du tout à démontrer mais simplement à savourer. L'ex-leadeuse du groupe Rilo Kiley revient en solo pour la quatrième fois et offre, bouleversée par sa séparation avec Jonathan Rice (avec qui elle collaborait en duo) et la mort de sa mère, addict à l'héroïne, une époustouflante mise à nu. Elle le fait simplement, en restant fidèle à ce qu'elle est, avec son univers riche et complet et sa désinvolture. Sa musique, de plus en plus folk, toujours rock, à l'instar de son personnage paillard et rétro, est percutante. Parce que Jenny Lewis manie les variations de style et de rythme (dans l'enchaînement des chansons) et maîtrise, avec les ballades « Hollywood Lawn » et « Dogwood », le borderline. On est sur le fil de l'émotion, une émotion vive, tendue et tendre, elle nous secoue de par son authenticité et sa vulnérabilité et nous cloue au sol de par la force qui résonne dans sa voix. Une force assumée avec humilité. Son album est une inspiration et un allié précieux, essentiel à notre ressourcement. Jenny Lewis nous raconte des histoires, des vécut, des ambiances et des souvenirs et nous porte avec elle en Californie. On prend notre pied.

| MARINE COMBE


**HER SMELL**  
**ALEX ROSS PERRY**  
 JUIN 2019

Her Smell ou le spectacle tumultueux et éreintant d'une star de la scène punk rock américaine des 90's. C'est grâce à un Single que le trio de Something She rencontre le succès. Pourtant, Becky, la leadeuse du groupe et figure adulée de la scène underground, se brûle les ailes. C'est à coups de substances et pratiques mystiques que la star se perd dans une forme d'aliénation. Tous sont là, les membres du groupe, l'impresario et producteur, l'ex-compagnon et père de l'enfant de Becky. Tous tentent de la soutenir et d'anticiper ses frasques et débordements aussi toxiques qu'imprévisibles. La chanteuse et rock star est une véritable météorite qui écrase tout sur son passage. Alors que la carrière du groupe tend à se désagréger, l'auteure et tête de proue du groupe saura-t-elle retrouver une forme de sérénité pour ne pas faire totalement imploser en vol l'intégrité et l'âme de celui-ci. Difficile de ne pas reconnaître en ce film la dramaturgie opératique au féminin d'un groupe comme Nirvana. On y retrouve là toute l'atmosphère volcanique et tourbillonnante de groupes rock comme The Hole, L7 ou encore Bikini Kill. Au-delà du genre grunge, punk ou riot girrl c'est le portrait et la mise en abîme d'une femme angoissée et en perte de repère que le réalisateur Alex Ross Perry a su mettre en scène. Impossible de ne pas aborder la réalisation sublime, portée par le mouvement qui immerge le spectateur au cœur de la vie du Band féminin. L'action est la plupart du temps présentée sous forme de longs plans séquences et en trois lieux, la scène et ses coulisses, le studio et la maison retraite de la star. Une immersion extrêmement réaliste produite par l'incroyable prestation d'Elisabeth Moss, tout simplement époustouflante de crédibilité. Une interprétation spectaculaire habitée et incarnée qui booste l'œuvre en lui donnant sa saveur explosive et son ton subversif.

| CÉLIAN RAMIS


**REBELLES**  
**ALLAN MAUDUIT**  
 JUIN 2019

Après 15 années passées sur la Côte d'Azur, Sandra, ex miss Pas-de-Calais, revient s'installer chez sa mère à Boulogne-sur-Mer. Sans boulot, elle devra aller travailler à l'usine de conserverie ce qui ne manquera pas de faire réagir la petite communauté locale. Un soir, alors qu'elle est victime d'une agression sexuelle par son contremaitre, elle provoque par accident une grave blessure. L'homme est très mal en point et ses 2 collègues présentes sur les lieux tenteront de lui venir en aide. Mais la trouvaille d'un sac rempli d'argent changera la donne et les 3 femmes se laisseront convaincre par la disparition du cadavre afin de se partager l'argent. Les vies presque tranquilles des 3 femmes vont alors dégénérer en un acte chaotique de violence et de confusion. Allan Mauduit apporte là son rire moqueur et sa raillerie envers l'insignifiance et la futilité. Le moins que l'on puisse dire c'est que les héroïnes de l'auteur n'ont pas froid aux yeux. Prendre des risques, se mettre en difficulté et recevoir des coups ne fait qu'attiser la colère et la détermination de ces 3 femmes. C'est un enchaînement d'événements et de circonstances qui font éclore en elles des aventuriers redoutables et téméraires. Du culot et de la débrouille à la limite de l'outrance qui profite au sens comique de la réalisation. Un film sans aucun doute féministe qui s'applique à révéler des personnalités qui certes prennent des coups mais qui savent aussi en donner quand nécessité il y a. 3 femmes pour 3 interprétations aussi cyniques que jouissives. Une mise en scène haletante et rythmée par d'innombrables surenchères et mesures extrêmes. Outancier et violent, il y a du Tarantino dans cette comédie sociale pleine de dérision.

| CÉLIAN RAMIS


**EN PETITE ROBE JAUNE**  
**EMMANUELLE LEPOIVRE & FANNY VELLA**  
 JUIN 2019

Entourée par les addictions de ses parents, pour l'alcool et les drogues, elle a principalement été éduquée par ses grands-parents, obligés de vendre leur maison en raison de leur attachement aux jeux d'argent... Dans cet environnement décalé, la jeune fille grandit, faisant front à la réalité d'un côté et s'adonnant aux joies et aux peines de tous les enfants et ados de son âge de l'autre. Il y a les traumatismes, il y a les conséquences. Il y a de la légèreté, il y a de la souffrance. Et surtout, une vie à construire et à vivre pour Emmanuelle. L'auteur-scénariste, entourée de Fanny Vella pour les illustrations, raconte ici son histoire familiale et personnelle. C'est une psychothérapie à bulles ouvertes comme elle le dit si bien. Pour exprimer ses émotions, les partager et pour avancer dans sa vie de femme et dans sa vie de mère. Dans cette bande-dessinée, Emmanuelle Lepoivre nous donne à voir et à ressentir les rayons de soleil dans la noirceur des tourbillons. On aime le contraste entre les difficultés éprouvées et la simplicité avec laquelle l'auteur en rend compte. Décomplexé sans être impudique, drôle et sensible, son témoignage bouleverse.

| MARINE COMBE


**TOUTE L'ACTUALITÉ FÉMININE**  
**RENNAISE SUR YEGGMAG.FR**
**CERISE SUR**  
**LE GATEAU**

- Verdict  
- p.35
- YEGG & the city  
- p.36





© CÉLIAN RAMIS

# YEGG & THE CITY

Épisode 63 : Quand j'ai vu les Bleues gagner en Coupe du monde !!!

Lundi 17 juin, quasi 21h. L'hymne français résonne dans le Roazhon Park, quelques minutes avant le coup d'envoi du match qui oppose la France au Nigéria. Nous, on l'entend de l'extérieur. Nos places à la main, on court à l'intérieur du stade rejoindre nos sièges qui, par miracle, sont aux premières loges d'un spectacle unique et exceptionnel puisque ce soir-là, les Bleues vont devoir se qualifier officiellement pour les 8e de finale. Près de 30 000 personnes sont réunies pour soutenir les joueuses de Corinne Diacre qui dominent, sans toutefois réussir à ouvrir le score. Les ola se succèdent, les chants d'encouragements et les applaudissements mettent l'ambiance. Sous nos yeux ébahis, les footballeuses des deux équipes démontrent leurs qualités et capacités physiques, leur esprit collectif et la force de leur jeu. Eugénie Le Sommer, acclamée par le public, s'échauffe à quelques mètres de nous, nous donnant le sentiment d'être dans les coulisses d'une immense machine codifiée et confidentielle.

Au moment même où on les encourage, on le sait, elles – joueuses, entraîneuses, arbitres, commentatrices... - sont en train de marquer l'histoire du football. On vibre à chaque action, chaque occasion, chaque menace. Jusqu'au moment du penalty en notre faveur. Respirations coupées. Derrière le corner, la visibilité est parfaite. Malheureusement, c'est raté. Mais l'action n'est pas terminée. L'arbitre vérifie la VAR, le stade attend, dubitatif et suspendu aux écrans qui indiquent que le penalty pourrait être tiré à nouveau. Le suspens haletant prend fin, le ballon entre dans les filets, c'est le but de Wendie Renard, l'euphorie, l'exaltation et le soulagement. Cerise sur le gâteau, c'est à deux mètres de nous que les joueuses se réunissent pour l'embrassade collective. Le match se conclut sur ce 1 – 0, une victoire au goût d'inachevé. Sorti-e-s du stade, ce qui nous reste en tête, c'est l'adrénaline qu'elles nous ont procurées et la joie de les voir jouer, soudées et fortes, devant nos yeux tout excités par cet instant fédérateur.

■ MARINE COMBE

LAURIE HAGIMONT BIBICHE ZÈDE LIS PERONTI MANON CARBONNEL  
 ANNE LE RÉUN BÉATRICE MACÉ CLAIRE MALARY SARAH DESSAINT NADÈGE NOISETTE LÉA MAZÉ  
 ROZENN MORO MÉLISSA PLAZA SELENE TONON GAËLLE AUBRÉE ODILE BAUDOUX  
 LYDIE PORÉE ARMELLE BILLARD CHARLOTTE MARCHANDE VÉRONIQUE NAUDIN  
 GAËLLE ABILY ESTELLE CHAIGNE ELLY OLDMAN AURÉLIA DÉCORDÉ GONZALEZ  
 GÉNÈVÈVE LETOURNEUX CÉLINE DRÉAN VALÉRIE LYS NATHALIE APPÉRÉ MORGANE REY  
 LAURENCE IMBERNON NATHALIE APPÉRÉ ÉMILIE AUDREN ANOUCK MONTREUIL  
 ISABELLE PINEAU MARINE BACHELOT NGUYEN GAËLLE ROUGIER  
 ANNE LE HENAFF ELISE LE CALVEZ GÉRALDINE WERNER  
 JESSIE MAGANA SANDRA LE GUEN  
 CATHERINE LEGRAND  
 PP7



## LES FEMMES QUI COMPTENT, CHAQUE MOIS DANS YEGG





LE FÉMININ RENNAIS  
NOUVELLE GÉNÉRATION



YEGGMAG.FR